

Pérenniser l'éphémère

Archivage et médias sociaux



AUORE FRANÇOIS, ANNE ROEKENS, VÉRONIQUE
FILLIEUX ET CAROLINE DERAUW (EDS)

Pérenniser l'éphémère

Archivage et médias sociaux

Aurore François, Anne Roekens,
Véronique Fillieux et Caroline Derauw (eds.)

Dans la même collection :

1. *575 années de formation à l'Université de Louvain. Arrêts sur quelques pratiques d'apprentissage*, 2000.
2. *La recherche, passions, pratiques, parcours. La communauté scientifique à l'UCL depuis 1834*, 2001.
3. *Les archives. Diversité, nouveautés, besoins*, 2002.
4. *La vie étudiante à Louvain. 1425-2000*, 2002.
5. *À la découverte de la recherche et des chercheurs*, 2002.
6. *Archives, universités, monde étudiant : une mémoire en construction*, 2003.
7. *Collection de cours manuscrits de l'Université de Louvain. Catalogue analytique*, 2003.
8. *Les archives électroniques : quels défis pour l'avenir ?*, 2004.
9. *Étudiants du 21^e siècle. Une nouvelle génération dans l'aventure universitaire*, 2005.
10. *Images de l'Université et des étudiants de Louvain*, 2005.
11. *De la communicabilité à l'accessibilité. La communication des archives*, 2005.
12. *Travailler à l'université. Histoire et actualité des personnels de l'Université de Louvain (1425-2005)*, 2006.
13. *La formation des archivistes. Pour relever les défis de la société de l'information*, 2006.
14. *Les relations de Louvain avec l'Amérique latine. Entre évangélisation, théologie de la libération et mouvements étudiants*, 2006.
15. *La lettre et l'intime. L'émergence d'une expression du for intérieur dans les correspondances privées (17^e- 19^e siècles)*, 2007.
16. *Les archives d'entreprises. Entre gestion patrimoniale et veille technologique*, 2007.
17. *De l'UCL aux États-Unis. Les boursiers de la BAEF de 1964 à 1969*, 2007.

18. *Les engagements étudiants. Des pratiques et des horizons dans un monde globalisé*, 2008.
19. *L'illusion identitaire des étudiants francophones. Le mouvement des étudiants universitaires belges d'expression française (MUBEF, 1961-1974)*, 2008.
20. *L'Université catholique de Louvain et la coopération au développement. Entre microcosme des relations internationales et laboratoires d'innovations sociales (1908-1981)*, 2008.
21. *L'Institut supérieur de philosophie de Louvain (1889-1968). Inventaire des archives. Introduction historique*, 2008.
22. *L'avènement d'une ville universitaire. La création de Louvain-la-Neuve*, 2009.
23. *Les archives audiovisuelles. Politiques et pratiques dans la société de l'information*, 2009.
24. *L'erreur archivistique. De la compréhension de l'erreur à la perception et à la gestion des incertitudes*, 2009.
25. *Les maltraitances archivistiques. Falsifications, instrumentalisations, censures, divulgations*, 2010.
26. *Dans l'atelier de l'historien contemporanéiste. Parcours d'historiens de l'Université catholique de Louvain*, 2012.
27. *La valorisation des archives. Une mission, des motivations, des modalités, des collaborations. Enjeux et pratiques actuels*, 2012.
28. *Les chantiers du numérique. Dématérialisation des archives et métiers de l'archiviste*, 2012.
29. *Finances, mobilités et projets d'éducation universitaires. Le regard des historiens*, 2012.
30. *Les archives personnelles. Enjeux, acquisition*, 2013.
31. *De la préservation à la conservation. Stratégies pratiques d'archivage*, 2014.
32. *Archivistes de 2030. Réflexions prospectives*, 2015.
33. *L'archiviste dans quinze ans. Vers de nouveaux fondements*, 2015.
34. *L'archiviste dans quinze ans. Nouvelles attentes, nouvelles responsabilités, nouveaux défis*, 2015.

Pérenniser l'éphémère

Archivage et médias sociaux

Aurore François, Anne Roekens, Véronique Fillieux et Caroline Derauw (eds.)

Louvain-la-Neuve 2017



Cet ouvrage rassemble les textes des communications présentées lors des Journées des Archives de l'UCL *Pérenniser l'éphémère. Archivage et médias sociaux* qui se sont tenues à Louvain-la-Neuve les 9 et 10 mai 2016. Ces journées d'études ont bénéficié du soutien du Fonds national belge de la Recherche scientifique (FNRS).

D/2017/4910/54

ISBN 978-2-8061-0370-3

© Academia-L'Harmattan s.a.

Grand'Place 29

B-1348 Louvain-la-Neuve

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction, par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays sans l'autorisation de l'éditeur ou de ses ayants droit.

www.editions-academia.be

Table des matières

Pourquoi archiver les médias sociaux ? Aurore François et Anne Roekens	11
Sources en flux. Collecter, analyser, archiver, pérenniser Frédéric Clavert	23
Chercher, trouver, conserver, analyser : enjeux et méthodes de la constitution et de l'interrogation d'un corpus de vidéos en ligne Ulrike Lune Riboni	45
Étudier la mémoire sur Twitter, composer avec celle de Twitter. Le cas de la Grande Noirceur et Révolution tranquille 2.0 au Québec en 2012 Alexandre Turgeon	67
Capter l'éphémère pour conserver la mémoire d'un événement. La construction d'un fonds d'archives sur les attaques contre Charlie Hebdo en janvier 2015 par la bibliothèque de Harvard Lidia Uziel et Lola Mirabail	93
La collecte des médias sociaux, un enjeu pour la constitution des collections de dépôt légal du web à la Bibliothèque nationale de France Annick Le Follic et Marie Chouleur.....	109
La mise à disposition des archives de Twitter par la Library of Congress. Aspects méthodologiques et difficultés de process Jean-Daniel Zeller	125
Les Archiveilleurs, une veille participative Alexandre Garcia.....	135

Du tract au clic : réflexions sur la collecte, la conservation et l'analyse du matériel électoral

Odile Gaultier-Voituriez et Thierry Vedel149

Réseaux sociaux et archives audiovisuelles. Retour sur quatre expériences menées à la Radio Télévision Belge Francophone (RTBF)

Florian Delabie165

Les métadonnées des images fixes et les médias sociaux

Patrick Peccatte181

Archives participatives, quelles stratégies ?

Sophie Léger, Ivan Pacheka et Hervé Colin193

Techniques de collecte et d'archivage de tweets

Hubert Naets215

Table des auteurs

Frédéric CLAVERT, Senior Research Scientist, C2DH, Université du Luxembourg.

Hervé COLIN, Webmaster fondateur du Wikipasdecalais (association et site Internet), Administrateur du Comité d'histoire du Haut-Pays.

Marie CHOULEUR, Cheffe du Service du dépôt légal numérique, Département du dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France.

Florian DELABIE, Chargé de projet, Secteur Gestion de l'Information et Archives de la RTBF.

Aurore FRANÇOIS, Professeure et Archiviste de l'Université catholique de Louvain.

Alexandre GARCIA, Chef de projet, Division des archives et de la gestion de l'information du Comité international de la Croix-Rouge.

Odile GAULTIER-VOITURIEZ, Responsable de la documentation et des archives, Centre de recherches politiques de Sciences Po, Paris.

Annick LE FOLLIC, Chargée de collections numériques, responsable de la collecte, Département du dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France.

Sophie LEGER, Présidente de Wikipasdecalais, Animatrice culturelle du Comité d'Histoire du Haut-Pays.

Lola MIRABAIL, Conservatrice des bibliothèques actuellement en poste au sein de la bibliothèque universitaire de Paris VIII comme responsable du département des services au public.

Hubert NAETS, Linguiste informaticien, Centre de traitement automatique du langage, Université catholique de Louvain.

Ivan PACHEKA, Administrateur du site Wikipasdecalais, Chef du service des archives contemporaines aux Archives départementales du Pas-de-Calais.

Patrick PECCATTE, Chercheur associé au Laboratoire d'Histoire visuelle contemporaine, EHESS.

Ulrike Lune RIBONI, Maitresse de conférence, Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation, Paris VIII.

Anne ROEKENS, Professeure, Université de Namur.

Alexandre TURGEON, Killam Visiting Professor of Canadian Studies, Bridgewater State University ; Fullbright Distinguished Chair in Quebec Studies, SUNY Plattsburgh.

Lidia UZIEL, Directrice du Département des Langues occidentales et conservatrice pour l'Europe de l'Ouest à la Bibliothèque de Harvard.

Thierry VEDEL, Chercheur, Centre de recherches politiques de Sciences Po, Paris.

Jean-Daniel ZELLER, Consultant indépendant en archivistique et gestion des documents d'activité.

Pourquoi archiver les médias sociaux ?

Aurore FRANÇOIS et Anne ROEKENS

Ils font aujourd'hui office de journaux intimes, de lieux de sociabilité, de réseaux professionnels, d'outils d'(auto)promotion ou d'espaces de débats et de conseils. Qu'on le veuille ou non, les médias sociaux ont pleinement intégré le quotidien d'un nombre grandissant d'individus et vibrent dès lors au diapason des soubresauts du monde. Un référendum britannique, un attentat au cœur de l'Europe, le décès de l'une ou l'autre pop star ou l'élection du nouveau président des USA suscite désormais inmanquablement un raz-de-marée de réactions à l'événement ou aux réactions elles-mêmes, donne lieu à une cacophonie numérique plus ou moins persistante. C'est un fait : les plateformes numériques contribuent inexorablement et impétueusement aux débats publics et méritent, à ce titre, d'être étudiées du point de vue des sciences humaines d'aujourd'hui et de demain.

Dans la perspective de nourrir concrètement les réflexions consacrées à cette thématique dans le cadre de la *Journée des archives* organisée en 2016 par l'UCL et l'UNamur, une enquête a été menée auprès d'une quarantaine d'étudiants inscrits en bac et master en histoire ou en technologies de l'information à propos de leur vision des médias sociaux comme potentiel objet de recherche et de conservation. Au-delà de leur diversité, les réponses recueillies présentent l'avantage de cerner les lignes de force des discours et réflexions fréquemment formulés à l'égard des médias sociaux et de percevoir les positions déjà professionnelles de futurs historiens et/ou archivistes.

C'est ainsi à l'unanimité que les étudiants qualifient Facebook de média social, sur lequel ils se disent d'ailleurs tous plus ou moins actifs. En second lieu et à une échelle variable, ils mentionnent Pinterest, YouTube, Instagram, Snapchat ou les sites de médias traditionnels belges (Le Soir, La Libre Belgique, RTBF...). Du point de vue de la définition, les étudiants caractérisent les médias sociaux par la contribution des internautes dans la production des contenus. La plupart d'entre eux déplorent d'ailleurs le caractère conflictuel ou haineux de certains commentaires

anonymes. Un étudiant écrit ainsi : « Le souci à l'heure actuelle est que tout le monde a le droit de s'exprimer et par conséquent de parfois dire n'importe quoi. Tout le monde n'a pas ou ne prend pas le recul qu'il faudrait, ne se renseigne pas avant de parler. Il y a donc énormément de tri à faire et souvent les commentaires dignes d'intérêt se perdent dans une masse insignifiante »¹.

Malgré cette sévérité à l'égard des contenus signés par leurs contemporains, les étudiants interrogés reconnaissent l'intérêt de ces données pour les chercheurs de demain. Fait remarquable, ils expriment des avis différents selon leur orientation d'étude. Là où les non-historiens privilégient les contenus émis par des personnalités reconnues, la plupart des étudiants en histoire reconnaissent un intérêt à la parole des anonymes, comme expression d'une opinion publique et de mouvements sociaux plus ou moins institutionnalisés et surtout comme une opportunité quasi inédite de toucher du bout des doigts la réception de certaines idées ou informations. L'un d'eux fait ainsi remarquer que

« les commentaires (...) sont une information en tant que telle, une voix lambda à côté de celle du journaliste, qui vaut tout autant qu'elle, peut-être plus encore, car elle est un avis (...) Elle nous renseigne aussi sur la "force de partage de l'idée énoncée". En conclusion je pense que, plus que l'information "officielle", l'avis de son récepteur est une information encore plus essentielle. Plus que jamais auparavant, les médias sociaux offrent à l'historien, comme d'ailleurs au sociologue ou au politologue, la possibilité de palper et de mesurer la manière dont la société reçoit l'information. En tant que support, une charte médiévale ou le discours politique isolé de l'effet qu'il a pu susciter pèchent par cette lacune »².

Les étudiants se montrent également conscients des défis que soulève l'archivage de contenus numériques produits massivement en flux continu. « D'un point de vue purement pratique », écrit l'un d'entre eux, « aurons-nous assez de mémoire pour stocker tout ce qui compose les médias sociaux ? ». D'autres soulignent aussi le problème des données à caractère personnel, relèvent la confusion entre sphères publique et privée et, en tant que producteurs cette fois, s'opposent à ce que les contenus personnels des réseaux sociaux soient archivés.

¹ Étudiant du Bachelier en histoire, UNamur, avril 2016.

² Étudiant du Master en histoire, finalité *histoire et archives*, UCL, avril 2016.

1. Les médias sociaux : des supports nouveaux ?

Si la définition du « média social » en rapport direct avec l'interactivité qui le caractérise fait l'objet d'un certain consensus, les recherches menées par Coutant et Stenger ont utilement souligné le caractère historique de l'émergence de cette expression (Coutant et Stenger, 2012). Celle-ci s'est imposée au tournant des années 2004-2005 pour caractériser des plateformes numériques qui favorisent la production et l'échange de contenus générés par les utilisateurs (*user generated contents*). Contemporaine de l'essor de Facebook (hissé au rang de parangon du genre, comme en témoignent les réponses de nos étudiants), elle englobe forums et plateformes de blogs qui lui sont pourtant antérieurs. Au-delà de l'efficacité indiscutable de cette appellation (apparentée à la notion de « web 2.0 »), Coutant et Stenger battent en brèche l'apparente évidence de l'association nouvelle des termes « média » et « social ».

D'une part, les auteurs montrent que, bien avant Internet, l'histoire des médias est traversée par la recherche d'une interactivité entre les journalistes et leurs destinataires : courrier des lecteurs, radio-crochets et télé-réalité sont autant de déclinaisons de la volonté de donner la parole aux publics, de les rendre coproducteurs de contenus et d'autant plus fidèles à ces médias papier ou audiovisuels. D'autre part, Coutant et Stenger mettent en exergue la dimension arbitraire de l'expression « média social », qui est en soi un pléonasme puisque toute médiation implique nécessairement un rapport social. Selon les auteurs, le choix de cette appellation n'est pas le fruit du hasard mais correspond bien à plusieurs mobiles : il permet à la fois de redorer l'image d'un Internet souvent associé à un risque de désocialisation et de masquer, par un vocable prétendument désintéressé, les enjeux économiques d'un modèle qui repose justement sur la valorisation et l'exploitation des *user generated contents*.

Outre l'évolution des pratiques au niveau du rythme, de la forme et du fond des actes communicationnels, force est de constater que le changement de support a également des implications en termes de mémoire et de conservation. Jadis prononcés au-dessus des comptoirs de café et voués à l'oubli, certains propos restent aujourd'hui accessibles via des forums en tous genres. *A contrario*, d'autres plateformes prennent l'option d'oblitérer leur mémoire dans des délais variables. Consacrées au cas de Twitter, les contributions d'Alexandre Turgeon, de Frédéric Clavert et de Jean-Daniel Zeller démontrent combien les (non-) politiques d'archivage d'une telle plateforme déterminent les modalités de travail des chercheurs et la délimitation de leurs corpus numériques. Le déplacement de nombreux échanges publics ou informels vers le numérique renouvelle ainsi le travail des archivistes, appelés à maîtriser ces flots de contenus numériques à la conservation aléatoire et aux indéniables potentialités.

2. Des outils et des sources aux multiples potentiels

Les réseaux et médias sociaux sont devenus un outil incontournable de l'archiviste. Lieux d'échanges, de partage d'expérience et de veille (voir la contribution d'Alexandre Garcia sur la veille participative mise en place par les *Archiveilleurs*), ils sont aussi des vecteurs de projets participatifs de nature et d'objectifs diversifiés, comme en attestent plusieurs projets présentés dans cet ouvrage, tantôt autour de la constitution de corpus (lire Lidia Uziel et Lola Mirabail sur le projet d'archives *Charlie* à Harvard), mais aussi de l'enrichissement des descriptions ou encore de la valorisation de ressources patrimoniales (voir les contributions de Florian Delabie, de Sophie Léger, Ivan Pacheka et Hervé Colin).

Supports protéiformes par excellence, les médias sociaux ont aussi très tôt intéressé les chercheurs, non seulement pour communiquer et diffuser leurs travaux³, mais aussi en tant qu'objets d'étude et substrats à un matériau de recherche d'un genre nouveau. La diversification des disciplines qui s'en saisissent désormais démontre à quel point le potentiel de ce matériau dépasse le champ de l'analyse des médias, même si ce dernier demeure très prégnant. Les contenus issus des médias sociaux sont désormais devenus des *sources pour la recherche*, dont se sont emparés les linguistes, politologues, sociologues, mais aussi (déjà) les historiens, notamment dans le champ de l'analyse des processus mémoriels (lire les contributions de Frédéric Clavert et d'Alexandre Turgeon).

Dans son ouvrage *Laetitia ou la fin des hommes* qui procède à une remise en contexte d'un fait divers du début du XXI^e siècle, l'historien Ivan Jablonka consacre un chapitre à l'exploitation du compte Facebook de la jeune fille assassinée et pose d'emblée le constat qu'« à l'avenir, [une telle plateforme] deviendra une source pour les chercheurs qui s'intéresseront à la vie privée, aux loisirs, aux liens de famille et d'amitié, aux mobilités, au vocabulaire des hommes et des femmes du XXI^e siècle » (Jablonka, 2016 : 183).

De toute évidence, et pour peu qu'ils soient préservés, les médias sociaux enrichiront l'éventail des sources dont disposeront les historiens de demain⁴, proposant à bien des égards des contenus spécifiques et par là même complémentaires aux sources

³ L'usage des médias sociaux par les milieux scientifiques et académiques, et plus globalement, le recours à Internet, ont d'ailleurs profondément modifié certaines pratiques de recherche, notamment par l'émergence de nouveaux environnements collaboratifs et de possibilités alternatives de dissémination des résultats (Bartling and Friesike, 2013).

⁴ Sans bien sûr s'y substituer, comme le faisait remarquer récemment Katrin Weller dans une interview donnée à Jason Steinhauer : « Social media data and other online communication data will surely be used by future historians to learn about our times. They won't be the only source material, as current traditional sources will still remain » (Steinhauer, 2015).

traditionnelles. Nous avons choisi ici de décrire trois apports de ces sources dites nouvelles.

Identités et dévoilements

De multiples recherches ont déjà mis en exergue le rôle exercé par les médias sociaux dans la construction, mais aussi le dévoilement et les stratégies identitaires (Lee, 2005 ; Pearson, 2009). Repoussant les frontières de l'intime, les internautes multiplient les traces plus ou moins volontairement – voire plus ou moins consciemment –, participant d'un phénomène soumis à une double lecture mise en avant par Dominique Carré et Robert Panico (2012) : la première, optimiste, souligne une capacité d'agir émancipatrice jusque-là inédite, là où la seconde insiste sur le contrôle social tout aussi inédit que permet cet abandon d'une multitude d'informations. Ces traces, l'historien se devra de les considérer comme parties d'un ensemble interactionnel plus large, suivant l'invitation de ces mêmes auteurs à dépasser ce dilemme. Sur les médias sociaux, non seulement les dynamiques identitaires sont plurielles et évolutives, mais surtout, elles nécessitent d'être pensées en interaction avec le collectif et le monde « réel ». Selon un tel schéma, la sociabilité en ligne ne se substitue pas à la sociabilité traditionnelle : elle la complète et la reconfigure (Carré et Panico, 2012, d'après Casilli, 2010)⁵.

Remettant en question un autre clivage (liens forts/liens faibles), Philippe Bonfils insiste sur l'omniprésence des médias sociaux dans notre quotidien : érigés, pour certains, « comme un moyen indispensable de s'exposer, de créer des liens et sans doute d'exister » (2012 : 121), ils donnent lieu à des *présentations de soi* complexes et potentiellement multiples, pouvant mener à un *autodévoilement de soi* consistant en « une divulgation vers Autrui, de manière à la fois consciente et inconsciente, de sentiments personnels ou intimes qui se veulent cohérents avec la représentation globale que la personne se fait d'elle-même » (Proulx, 2012 : 15-16).

Ce dévoilement est d'autant plus aisé que, à l'instar de ce que Dominique Cardon souligne, les médias sociaux proposent un dépassement « de la dichotomie entre les propos personnels et la prise de parole publique ». Y circulent nombre de questions et d'objets publics (images, informations politiques ou culturelles...) dont les internautes se saisissent « pour porter des jugements familiers. Ils insultent, s'énervent, se moquent ou adorent », sur un mode particulièrement proche des

⁵ Dans le même ordre d'idée, les premières études empiriques réalisées sur de jeunes utilisateurs témoignent d'une incorporation réciproque de leurs mondes « réels » et « virtuels » (Valentine et Holloway, 2010).

« conversations ordinaires décomplexées » insaisissables autrement (Cardon, 2012 : 42-43). Cette réappropriation individuelle et collective documente le quotidien de la société contemporaine, livrant aux historiens du futur un matériau extrêmement riche sur les perceptions par des publics variés d'événements, de personnes, de groupes sociaux, d'objets et produits divers (Risse et al., 2014).

« *Citizen journalism* » et mémoires alternatives

Les citoyens usagers des médias sociaux, en se faisant producteurs de contenus, jouent un rôle d'informateurs, voire d'analystes, proposant une alternative plus ou moins ouvertement revendiquée aux médias traditionnels. Devançant parfois ces derniers (Bruno, 2010) avec lesquels ils entretiennent d'ailleurs une relation complexe, la production participative de l'information, notamment sous le vocable de journalisme citoyen (*citizen journalism*), interroge aujourd'hui quant à sa réelle inspiration populaire : les recherches menées sur plusieurs initiatives de *citizen journalism* tendent à démontrer que « la liberté d'expression populaire [n'y est] que théorique, le peuple invoqué relevant davantage des élites intellectuelles et technologiques que des catégories sociales les moins favorisées » (Pélissier et Chaudy, 2009).

Qu'à cela ne tienne, en vertu d'un mécanisme similaire de renégociation des relations de pouvoir, les médias sociaux sont devenus des lieux privilégiés d'expressions mémorielles multiples, en ce compris concurrentes et alternatives aux mémoires officielles. La multiplication sur YouTube ou sur Pinterest de témoignages montrant des femmes s'adonner au sama démontre ainsi que la danse traditionnelle des derviches tourneurs n'est pas l'apanage des seuls danseurs masculins, quand bien même les discours officiels vont dans ce sens. La dimension participative de ces médias, conjuguée à leur capacité à capter des héritages intangibles, ont ainsi permis la dissémination de récits à contre-courant des schémas narratifs genrés portés par les instances les plus officielles, en l'occurrence ici, l'UNESCO (Pietrobruno, 2015).

Dans le même ordre d'idées, une étude pionnière sur le (re)façonnement de la mémoire collective en Chine contemporaine a mis en lumière jusqu'à quel point les réseaux sociaux « favorisent la participation de citoyens ordinaires à la diffusion et à l'accumulation de récits alternatifs du passé qui contredisent la version officielle fournie par les autorités » (Zhao et Liu, 2015).

À cet égard, on peut considérer que ces médias offrent un dispositif de cristallisation pour les bribes d'une mémoire alternative et officieuse, tantôt évincées en vertu d'une loyauté à l'État et à sa mémoire officielle, tantôt parce que trop à la marge, elles n'y ont simplement pas trouvé leur place.

Mobilisations

Alternatifs et concurrents des médias traditionnels, les médias sociaux s'érigent également en nouveaux territoires d'expression pour les mobilisations, devenant « des composantes essentielles de nombreux mouvements sociaux contemporains », du fait de l'instrumentalisation « du potentiel de mobilisation sociale, de réseautage et de communication par des activistes à des fins de résistance et de changement social » (Landry, 2012 : 154). Passé l'emballement premier autour de l'impact des médias et réseaux sociaux sur les révolutions arabes notamment, l'analyse des effets de l'activisme numérique se veut aujourd'hui plus nuancée. Dans le contexte de la contestation de régimes autoritaires par exemple, l'existence des médias sociaux n'est certes considérée comme « ni nécessaire, ni suffisante pour inciter à l'action collective », mais elle n'en demeure pas moins un matériau de premier plan non seulement pour appréhender les arguments et les contenus, mais aussi les stratégies de « la révolte en réseau » (Faris, 2012).

S'il convient donc de nuancer le caractère prétendument révolutionnaire des médias dits sociaux, il n'en est pas moins indiscutable que l'émergence de ceux-ci a entraîné une évolution des pratiques sociales et militantes, quelles que soient leur nature et leur origine. La contribution d'Odile Gaultier-Voituriez et de Thierry Vedel dans cet ouvrage décrit, par exemple, l'évolution rapide des usages électoraux d'Internet ; celle d'Ulrike Riboni, l'inscription des vidéos en ligne au cœur des mouvements de mobilisation. Une part croissante du débat public se joue ainsi désormais sur les plateformes et réseaux numériques, qui eux-mêmes conditionnent les formes de l'action militante : « les scènes publiques “en ligne” permettent de saisir *a posteriori* la structuration d'un public par le biais d'une description fine des formats d'action et d'interaction présents sur les sites au sein desquels ils agissent ou se réunissent » (Badouard, 2013).

3. Les médias sociaux : un défi pour l'archiviste

Qu'ils soient analysés en tant que vecteurs d'identité individuelle et collective, de construction mémorielle ou de mobilisation sociale, les médias sociaux n'en constituent pas pour autant un reflet fidèle des débats publics et des opinions privées. Premièrement, cela a été dit, la création de contenus s'avère sociologiquement stratifiée : alors que le dévoilement de l'intimité est le fait des « catégories sociales les moins dotées en capitaux économiques et culturels », le journalisme citoyen est essentiellement produit par des « catégories de population ayant déjà accès aux différentes formes d'expression publique » (Coutant et Stenger, 2012 : 83). Ce qui invite dès lors à nuancer les potentialités de démocratisation et d'émancipation, fréquemment présentées comme des attributs « révolutionnaires »

d'Internet. La toile s'inscrit bien plus qu'on ne le pense dans la continuité des autres moyens de communication. Deuxièmement, la consommation des médias – fussent-ils sociaux – « demeure ce moment mystérieux, sur lequel mille conjonctures se tissent. » (Méadel, 2004 : 8). C'est qu'au-delà des effets virtuellement affichés (via le like, le retweet ou le commentaire), l'impact réel d'un contenu numérique sur les cadres mentaux d'un individu ou d'une collectivité reste délicat à cerner. Ces réactions numériques et quantifiables permettent moins de saisir les effets de contenus précis que des stratégies de communication et de dévoilement. Troisièmement, les médias sociaux offrent des versions labiles des débats publics dans la mesure où, à coup d'algorithmes, ils ne cessent de hiérarchiser et de reconfigurer leurs contenus en fonction des intérêts présumés des internautes. À l'occasion du Brexit ou de l'élection de Trump, de nombreux observateurs ont ainsi pointé le danger que constitue l'apparition, sur les réseaux sociaux, de « bulles de filtrage » qui auraient empêché les utilisateurs de prendre connaissance d'avis divergents des leurs (Delcambre et Piquard, 2016 ; Cadot, 2016). Si les moyens techniques ont bel et bien exacerbé le phénomène de « compartimentage », il est impératif de souligner, à la suite d'André Gunthert, que la constitution des bulles de filtrage n'est pas l'apanage des réseaux et médias sociaux mais correspond à la fois à un comportement classique des êtres humains (qui recherchent la compagnie de leurs semblables) et à la stratégie de médias classiques (qui, eux aussi, tendent à construire et à conforter un public cible homogène) (Gunthert, 2016). Certes, pour l'utilisateur oublieux de telles méthodes de traçage automatique, la vision du monde dit réel s'en trouve irrémédiablement tronquée. Pour le chercheur en sciences humaines, le phénomène de clivage numérique entre catégories sociales aux goûts homogènes est en soi révélateur de sociabilités électives et construites.

Encore faut-il qu'il soit en mesure de les reconstituer. À ce propos, les premiers retours d'expérience d'archivage, tel celui d'Annick Le Follic et Marie Chouleur sur l'intégration de ces « éphémères » aux collections de dépôt légal du Web de la Bibliothèque nationale de France, témoignent de la complexité de l'entreprise, tant sur la méthode que sur la technique. Les défis de l'archivage des médias sociaux vont donc bien au-delà de ceux, déjà considérables, des contenus numériques. La notion de producteur, si chère à la discipline, y apparaît brouillée, tandis que les opérateurs commerciaux modifient régulièrement leurs stratégies et leurs interfaces techniques ou sous-exploitent les dispositifs qui pourraient en faciliter la pérennisation (lire, par exemple, la contribution de Patrick Peccatte sur la pauvreté des métadonnées des images fixes ou celle d'Hubert Naets sur le renouvellement constant des stratégies qu'impose la capture des Tweets). La mise en place d'accords avec les plateformes est un processus laborieux, tandis que les enjeux éthiques et légaux autour du copyright et surtout de la vie privée se posent avec acuité (Thomson, 2016). Réarticulant et renégociant le visible et l'invisible (derrière les 140 caractères d'un tweet se cachent plusieurs dizaines de champs de métadonnées), ils constituent un

espace dans lequel les usagers non seulement créent du contenu, mais aussi le modifient, le transmettent ou l'amplifient. La dimension réticulaire, l'organisation des traces numériques en flux, voire en torrents d'informations (Hitchcock, 2013), les dynamiques résultantes des algorithmes visant à offrir à chaque usager un accès « adapté » et individualisé constituent autant d'éléments de contexte à intégrer à la donne archivistique. Dans cet espace présenté comme égalitaire mais qui enserme les utilisateurs dans des « îlots comportementaux » (Cardon, 2015), les archivistes pourront-ils à la fois saisir la diversité des contenus et rendre compte de la puissance des algorithmes qui en conditionnent les accès ?

Bibliographie

- Badouard, R. (2013). Les mobilisations de clavier. *Réseaux*, (181), 87–117.
- Bartling, S., et Friesike, S. (2013). *Opening Science: The Evolving Guide on How the Internet is Changing Research, Collaboration and Scholarly Publishing*. Springer International Publishing.
- Bruno, N. (2011). Tweet first, verify later? How real-time information is changing the coverage of worldwide crisis events. *Reuters Institute for the Study of Journalism*, 2010-2011.
- Cadot, J. (2016). Bulles de filtrage : il y a 58 millions d'électeurs pro-Trump et je n'en ai vu aucun. *Numerama* (consulté le 11/11/2016), <http://www.numerama.com/tech>.
- Cardon, D. (2015). *À quoi rêvent les algorithmes : nos vies à l'heure des Big data*. Paris : Seuil.
- Carré, D., et Panico, R. (2012). L'« affichage de soi » comme puissance d'agir : contrôle social et enjeux éthiques à l'heure de l'hyperconnectivité. In L. Heaton, M. Millette, et S. Proulx, *Médias sociaux : enjeux pour la communication*, (pp. 61-80). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Casilli, A. (2010). *Les liaisons numériques : Vers une nouvelle sociabilité ?* Paris : Seuil.
- Coutant, A. et Stenger, T. (2012). Les médias sociaux : une histoire de participation. *Le Temps des médias* n° 18 (pp. 76-86).
- Delcambre, A. et Piquard, A. (2016). *Facebook, faux ami de la démocratie*, Le Monde, 3 novembre, http://www.lemonde.fr/actualite-medias/article/2016/11/01/facebook-faux-ami-de-la-democratie_5023701_3236.html.
- Gunthert, A. (2016). *Et si on arrêtait avec les bulles de filtre ?*, <https://imagesociale.fr/3666>.
- Faris, D. M. (2012). La révolte en réseau : le « printemps arabe » et les médias sociaux, *Politique étrangère*, (1), 99–109.
- Hitchcock, S. (2013). Collecting and archiving tweets : a DataPool case study. *JISC Data Pool*, 1-12.
- Jablonka, I. (2016). *Laëtitia ou la fin des hommes*, Paris, Seuil.
- Landry, N. (2012). Les mouvements sociaux, les technologies médiatiques et le pouvoir. In L. Heaton, M. Millette, et S. Proulx, *Médias sociaux : enjeux pour la communication* (pp. 153–170). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Lee, H. (2006). Privacy, Publicity, and Accountability of Self-Presentation in an On-Line Discussion Group. *Sociological Inquiry*, 76(1), 1–22. <http://doi.org/10.1111/j.1475-682X.2006.00142.x>

- Meadel, C. (2004). Avant-propos du dossier « Public, cher inconnu ! », In *Le temps des médias*, 3 (pp. 5-11).
- Pearson, E. (2009). All the World Wide Web's a stage : The performance of identity in online social networks. *First Monday*, 14(3). <http://doi.org/10.5210/fm.v14i3.2162>.
- Pélessier, N., et Chaudy, S. (2009). Le journalisme participatif et citoyen sur Internet : un populisme dans l'air du temps ? *Quaderni. Communication, technologies, pouvoir*, (70), 89-102. <https://doi.org/10.4000/quaderni.512>.
- Pietrobruno, S. (2015). Social media and whirling dervishes: Countering UNESCO's intangible cultural heritage. *New Media et Society*, 15(8), 1259-1276. http://doi.org/10.1386/pi.4.1.11_1.
- Steinhauer, J. (2015, July 24). Preserving Social Media for Future Historians - Interview of Katrin Weller. *Blog Insights. Scholarly work at the John W. Kluge Center, Library of congress*. <https://blogs.loc.gov/kluge/2015/07/preserving-social-media-for-future-historians/>
- Thomson, S. D. (2016). Preserving Social Media, DPC Technology Watch Report 16-01, February 2016.
- Valentine, G., et Holloway, S. L. (2002). Cyberkids? Exploring Children's Identities and Social Networks in On-line and Off-line Worlds. *Annals of the Association of American Geographers*, 92(2), 302-319. <http://doi.org/10.1111/1467-8306.00292>.
- Zhao, H., et Liu, J. (2015). Réseaux sociaux et mémoire collective en Chine. Le débat à propos de la Grande Famine sur Weibo. *Perspectives chinoises*, 1, 43-51.



es textes, commentaires, photos et vidéos postés et relayés sur les médias sociaux constituent désormais une masse documentaire impressionnante. Extrêmement volatils, ces éphémères ne sont pas sans poser de nombreux défis aux chercheurs qui tentent de les collecter ou aux archivistes soucieux de les conserver. Treize contributions issues d'horizons multiples interrogent le sens, les enjeux et les défis de la collecte et de l'archivage de ces nouvelles formes d'expression.

AURORE FRANÇOIS, professeure en méthodologie de l'histoire et en archivistique à l'UCL, archiviste de l'Université. Ses recherches portent sur l'histoire de la protection de l'enfance et de la jeunesse, ainsi que sur l'archivistique au prisme du numérique.

ANNE ROEKENS, professeure d'histoire contemporaine à l'UNamur. Ses recherches portent principalement sur l'histoire des médias audiovisuels et sur les processus identitaires en Belgique.

VÉRONIQUE FILLIEUX, archiviste à l'UCL. Docteure en histoire (IUE), son expertise porte sur les questions de conservation/restauration et de diffusion.

CAROLINE DERAUW, archiviste à l'UCL. Son expertise porte sur les questions de conservation y compris l'archivage numérique et la publication de (méta)données sur le web.

La collection a pour objectif de proposer des instruments de travail, des monographies ou des dossiers thématiques et interdisciplinaires dans deux domaines : celui de l'histoire de l'Université et celui de l'archivistique, générale ou spécialisée.

25 €

www.editions-academia.be



ISBN : 978-2-8061-0370-3